



CHAPITRE 55

LOI CONCERNANT LES EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des vues animées*. S. R. 1925, c. 174, a. 1.

SECTION I

DE L'ADMISSION DES ENFANTS AUX EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES

Enfants
non ad-
mis.

2. Il est défendu à toute personne ou à toutes personnes en charge d'une salle où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, et, dans le cas d'une compagnie ou société, à tout gérant ou autre personne en charge de l'établissement, de recevoir, de quelque façon, à ces spectacles, des mineurs, âgés de moins de seize ans révolus, qu'ils soient accompagnés ou non.

Excep-
tion.

La présente disposition ne s'applique pas aux représentations cinématographiques données gratuitement dans des collèges, couvents ou institutions éducationnelles. S. R. 1925, c. 174, a. 2; 18 Geo. V, c. 60, a. 1.

Agents de
la paix.

3. Tout agent de la paix autorisé par le chef de police de la municipalité, tout détective ou tout officier de la police provinciale peut entrer dans une salle de vues animées où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, afin de constater si les prescriptions de la présente section sont observées. S. R. 1925, c. 174, a. 3.

Peine.

4. Toute contravention aux dispositions de la présente section est punie d'une

CHAPTER 55

AN ACT RESPECTING EXHIBITIONS OF MOVING PICTURES

1. This act may be cited as the *Moving Pictures Act*. R. S. 1925, c. 174, s. 1.

Short
title.

DIVISION I

ADMISSION OF CHILDREN TO EXHIBITIONS OF MOVING PICTURES

2. No person or persons in charge of a hall where shows are given by means of a cinematograph, and, in the case of a company or partnership no manager or other person in charge of the establishment, shall receive in any way, at such shows, any child less than sixteen years of age, whether accompanied or not.

Children
not admit-
ted.

This provision shall not apply to free cinematographic shows given gratuitously in colleges, convents or educational institutions. R. S. 1925, c. 174, s. 2; 18 Geo. V, c. 60, s. 1.

Excep-
tion.

3. Any peace officer authorized by the chief of police of the municipality, any detective or any officer of the provincial police, may enter any moving-picture hall where shows are given by means of a cinematograph, to ascertain if the provisions of this division are complied with. R. S. 1925, c. 174, s. 3.

Peace
officers.

4. Every infraction of the provisions of this division shall be punishable by a

Penalty.

amende n'excédant pas cinquante dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars, en sus des frais, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

fine of not more than fifty dollars, in addition to the costs, and, in default of payment of such fine and costs, by imprisonment of not more than one month, and, in the case of any subsequent offence, by a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars, in addition to the costs, and, in default of payment of such fine and costs, by imprisonment for not more than two months.

Licence
annulée.

Le magistrat peut, dans tous les cas, annuler la licence émise en vertu de la troisième section de la Loi des licences (chap. 76), et donner avis en conséquence au percepteur du revenu qu'il appartient.

The magistrate may in any case cancel the license issued under division III of the License Act (Chap. 76), and notify the proper collector of provincial revenue accordingly.

Excep-
tion.

Dans les poursuites intentées en vertu de la présente section, le défendeur n'est pas sujet aux pénalités y indiquées s'il prouve qu'il a usé de diligence raisonnable pour constater l'âge du mineur avant de le recevoir dans la salle de vues animées, et qu'il a eu raisonnablement lieu de croire que ce mineur n'était pas âgé de moins de seize ans révolus. S. R. 1925, c. 174, a. 4; 18 Geo. V, c. 60, a. 2; 22 Geo. V, c. 67, a. 1.

In prosecutions taken in virtue of this division no defendant shall be subject to the penalties prescribed therein if he prove that he used reasonable diligence to ascertain the age of the child before receiving him in the moving-picture hall and had reasonable cause to believe that such child was not less than sixteen years of age. R. S. 1925, c. 174, s. 4; 18 Geo. V, c. 60, s. 2; 22 Geo. V, c. 67, s. 1.

Procédu-
res.

5. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). S. R. 1925, c. 174, a. 5.

5. Prosecutions in virtue of this division shall be taken, tried and decided in conformity with the provisions of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29). R. S. 1925, c. 174, s. 5.

SECTION II

DIVISION I

DU BUREAU DE CENSURE DES VUES ANIMÉES DE QUÉBEC

THE BOARD OF CENSORS OF MOVING PICTURES OF QUEBEC

Commis-
sion.

6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission nommée "Bureau de censure des vues animées", composée de trois commissaires et d'un secrétaire, qui tous restent en fonction durant bon plaisir. S. R. 1925, c. 174, a. 6.

6. It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to appoint a commission called the "Board of Censors of Moving Pictures", consisting of three commissioners and of a secretary, all of whom shall hold office during pleasure. R. S. 1925, c. 174, s. 6.

Bureau.

7. Cette commission siège et a son bureau dans la cité de Montréal, à l'endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 174, a. 7.

7. Such commission shall sit and have its office in the city of Montreal, at the place appointed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 174, s. 7.

Président.

8. L'un des commissaires est nommé président de la commission et un autre président suppléant. S. R. 1925, c. 174, a. 8.

8. One of the commissioners shall be appointed president of the commission and another vice-president thereof. R. S. 1925, c. 174, s. 8.

- Président suppléant.** **9.** En cas d'absence du président à une assemblée de la commission, ou de son incapacité d'agir comme tel, le président suppléant y préside et exerce tous les pouvoirs du président.
- Présomption.** **9.** Whenever the vice-president appears to have acted for or instead of the president, it shall be presumed that he so acted in the absence of or owing to the disability of the president. *R. S. 1925, c. 174, a. 9.*
- Quorum.** **10.** Deux commissaires forment un quorum, mais s'il arrive qu'ils ne puissent s'entendre sur une décision, la question est référée à la commission au complet.
- Vacance.** **10.** Two commissioners shall form a quorum, but if, in any case, they cannot agree upon a decision, the matter shall be referred to the full commission.
- Incompatibilité.** **11.** Aucun membre de la commission ne doit occuper une charge ou exercer un emploi qui serait incompatible avec l'accomplissement de ses devoirs, et ne peut directement ou indirectement :
- 1.** Avoir quelque intérêt dans une affaire ou entreprise ayant pour objet l'exhibition de vues animées au moyen de cinématographes, de machines de vues animées ou autres choses semblables;
- 2.** Posséder, acquérir ou avoir un intérêt dans quelque action, ou part, ou quelque bon, obligation, ou autre valeur, ou quelque titre de créance, émis par une personne, une société, une compagnie ou corporation faisant ce genre d'affaires ou y ayant un intérêt;
- 3.** Avoir quelque intérêt dans aucun appareil, invention, machine, procédé ou article brevetés, ou dans aucune partie de ces objets, qui pourrait servir aux fins de cette industrie, et qui ne serait pas utile aux fins d'aucune autre entreprise commerciale.
- 11.** No member of the commission shall hold any office or carry on any employment inconsistent with the performance of his duties, nor shall he directly or indirectly, —
- 1.** Have any interest in any business or undertaking having for its object the exhibition of moving pictures by means of cinematographs, moving-picture machines or other similar means;
- 2.** Hold, acquire, or be interested in any stock or share, or any bond, debenture, or other security or evidence of indebtedness, issued by any person, partnership, company or corporation carrying on or interested in such business;
- 3.** Have any interest in any device, appliance, machine, patented process or article, or in any part thereof, which may be used for the purposes of such business and which would not be useful for the purposes of any other business.
- Aliénation de certains biens.** Si l'un de ces objets ou quelque intérêt dans ces objets est la propriété d'un commissaire ou du secrétaire quand il est nommé à sa fonction, ou si, par la suite et pendant qu'il occupe cette charge, il en fait l'acquisition par succession ou par testament, il doit, dans les six mois après cette nomination ou après l'acquisition, suivant le cas, aliéner cet objet ou l'intérêt qu'il peut y avoir. *S. R. 1925, c. 174, a. 11.*
- Disposal of certain property.** If any such thing, or any interest therein, is the property of any such commissioner or secretary when he is appointed to his office, or if, thereafter and while he holds such office, he acquires the same by succession of by will, he shall, within six months after such appointment or subsequent acquisition, as the case may be, alienate the same or his interest therein. *R. S. 1925, c. 174, s. 11.*

Secrétaire.

12. En l'absence du secrétaire la commission peut le remplacer temporairement. S. R. 1925, c. 174, a. 12.

12. In the absence of the secretary, the commission may replace him temporarily. R. S. 1925, c. 174, s. 12.

Devoirs.

13. 1. Il est du devoir du secrétaire:

13. 1. It shall be the duty of the secretary:

a) D'assister à toutes les séances de la commission;

a. To attend all sessions of the commission;

b) De tenir un registre de toutes les procédures faites devant la commission en vertu de la présente loi;

b. To keep a record of all proceedings conducted before the commission under this act;

c) D'avoir la garde et le soin de tous les dossiers et documents de la commission;

c. To have the custody and care of all records and documents of the commission;

d) D'observer tous les règlements qui peuvent être faits et les instructions qui peuvent être données par la commission touchant ses devoirs ou sa charge;

d. To obey all rules and directions which may be made or given by the commission touching his duties or office;

e) De faire signer par le président, sceller du sceau officiel de la commission et déposer au bureau du secrétaire chaque ordonnance et règlement de la commission rédigé conformément à ses instructions.

e. To have every order and rule of the commission drawn, pursuant to the direction of the commission, signed by the president, sealed with the official seal of the commission, and filed in the office of the secretary.

Registres.

2. Le secrétaire doit tenir des registres convenables, dans lesquels il entre une vraie copie de chaque ordonnance et règlement ainsi que tout autre document que la commission ordonne d'y entrer, et cette entrée constitue et est l'original de cette ordonnance ou de ce règlement.

2. The secretary shall keep suitable books of record, in which he shall enter a true copy of every such order and rule, and every other document which the commission shall order to be entered therein, and such entry shall constitute and be the original record of any such order or rule.

Copies.

3. À la demande de toute personne, et sur paiement des honoraires que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire, le secrétaire doit délivrer à celui qui en fait la demande une copie certifiée de telle ordonnance, tel règlement ou autre document. S. R. 1925, c. 174, a. 13.

3. Upon application of any person, and on payment of such fees as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe, the secretary shall deliver to such applicant a certified copy of any such order, rule or other document. R. S. 1925, c. 174, s. 13.

Traitements.

14. Le président, chacun des commissaires et le secrétaire du Bureau de censure des vues animées reçoivent les traitements annuels qui leur sont attribués par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant les dispositions de la Loi du service extérieur (chap. 12).

14. The president, each commissioner and the secretary of the Board of Censors of Moving Pictures shall receive such annual salaries as shall be assigned to them by the Lieutenant-Governor in Council in accordance with the provisions of the Outside Service Act (Chap. 12).

Inspecteur.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un inspecteur des salles de vues animées dont le traitement annuel est fixé de la même manière. Cet officier est sous le contrôle du Bureau de censure des vues animées, et ses devoirs sont définis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

The Lieutenant-Governor in Council may appoint an inspector of moving-picture halls, whose annual salary shall be fixed in the same manner. Such officer shall be under the control of the Board of Censors of Moving Pictures, and his duties shall be defined by the Lieutenant-Governor in Council.

Budget.

Toutes les dépenses encourues par le bureau de censure dans l'exécution de ses

All expenses incurred by the Board of Censors in the performance of its duties

devoirs et la mise à exécution de la présente loi, ainsi que les dépenses de voyage de l'inspecteur sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1925, c. 174, a. 14; 16 Geo. V, c. 14, a. 48; 5 Geo. VI, c. 6, a. 11.

and it the carrying out of this act, as well as the travelling expenses of the inspector, shall be paid out of the moneys voted annually for that purpose, by the Legislature. R. S. 1925, c. 174, s. 14; 16 Geo. V, c. 14, s. 48; 5 Geo. VI, c. 6, s. 11.

Devoirs de la commission.

15. Il est du devoir de la commission d'examiner tous films ou autres appareils de ce genre, que l'on se propose d'employer dans la province, pour les exhibitions de vues animées au moyen de cinématographes, machines de vues animées ou autres moyens semblables, et d'accorder ou de refuser l'autorisation d'en faire usage, après avoir entendu celui qui en fait la demande. S. R. 1925, c. 174, a. 15.

15. It shall be the duty of the commission to examine any films or other like devices which it is proposed to use in the Province for the purposes of exhibitions of moving pictures by means of a cinematograph, moving-picture machine or other like means, and, after hearing the applicant, to permit or refuse to permit the same to be used therein. R. S. 1925, c. 174, s. 15.

Duties of commission.

Appel.

16. Quand la commission ne siège pas au complet et qu'elle refuse l'autorisation de faire l'usage d'un film ou appareil, la partie intéressée à l'approbation de ce film ou appareil peut appeler de cette décision à la commission au complet.

16. When the commission sits without all the members thereof being present, and refuses authority to use a film or device, the party interested in obtaining the approval of such film or device may appeal from such decision to the full commission.

Appel.

Cet appel se fait au moyen d'une lettre recommandée adressée au président de la commission.

Such appeal shall be taken by means of a registered letter addressed to the chairman of the commission.

A l'époque fixée par le président, il est du devoir de la commission au complet d'examiner de nouveau le film ou appareil et de rendre une décision finale sur son acceptation ou son refus.

At the time fixed by the chairman it shall be the duty of the full commission to again examine the film or device, and to decide finally as to the acceptance or the refusal thereof.

Droit additionnel.

Avant que la commission au complet puisse examiner l'appel ainsi porté au sujet d'un film ou appareil, la personne portant cet appel doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province, pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit additionnel de cinq dollars s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq dollars dans le cas d'une autre personne, en sus du droit déjà payé pour le premier examen. S. R. 1925, c. 174, a. 16.

Before the full commission may consider the appeal thus taken in regard to a film or device, the person taking such appeal must produce a receipt showing that he has paid to the collector of provincial revenue for the district of Montreal, on each film or device as defined by the regulations, an additional fee of five dollars in the case of a film exchange or of twenty-five dollars in the case of any other person, over and above the fee already paid for the first examination. R. S. 1925, c. 174, s. 16.

Additional fee.

Mention de l'autorisation.

17. Lorsque la commission accorde l'autorisation de se servir de ces films ou appareils, elle doit faire apparaître cette autorisation sur ces films ou appareils en les manière et forme prescrites par les règlements adoptés conformément à la présente loi. S. R. 1925, c. 174, a. 17; 18 Geo. V, c. 60, a. 3; 20 Geo. V, c. 75, a. 1.

17. Whenever the commission grants authorization for any such film or device to be used, it shall cause such authorization to be indicated thereon in the manner and form provided by the rules adopted in accordance with this act. R. S. 1925, c. 174, s. 17; 18 Geo. V, c. 60, s. 3; 20 Geo. V, c. 75, s. 1.

Notification of authorization.

Droits payables.

18. Avant que la commission puisse examiner les films ou appareils qui lui sont soumis pour approbation, la personne soumettant ces films ou appareils doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit de cinq dollars s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq dollars s'il s'agit d'une autre personne.

Dispositions applicables.

Les dispositions des articles 29, 30, 32, 33 et 34 de la Loi du département du trésor (chap. 71) sont applicables aux droits perçus en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 174, a. 18.

Films non approuvés.

19. Toute personne se servant d'un film ou appareil dans la province, pour des représentations, avant que l'usage en ait été autorisé par la commission ou avant que l'on y ait fait apparaître l'autorisation requise, ou avant le paiement du droit requis, le tout tel que susdit, tout propriétaire, ou locataire de tels films ou appareils et toute personne qui aide ou participe à leur usage, sont passibles, pour chaque infraction, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois.

Peine.

Confiscation.

Le film ou appareil ainsi utilisé contrairement à la loi doit être confisqué par tout membre de la sûreté provinciale ou d'un corps municipal ou par tout délégué d'un conseil municipal ou par l'inspecteur, et doit être produit devant le tribunal.

Destruction.

Lors de la sentence condamnant le délinquant, le juge maintient la confiscation, et le greffier du tribunal transmet le film ou appareil ainsi confisqué à la commission pour qu'elle le détruise sommairement, s'il y a lieu. S. R. 1925, c. 174, a. 19; 18 Geo. V, c. 60, a. 4; 20 Geo. V, c. 75, a. 2; 22 Geo. V, c. 67, a. 2; 4 Geo. VI, c. 56, aa. 1 et 7.

Inspection.

20. Tout membre du bureau de censure, de la sûreté provinciale, ou tout membre d'un corps de police municipale désigné par le chef de police, ou tout délégué d'un conseil municipal, ou l'inspecteur, peut, en tout temps, pénétrer dans tout édifice ou endroit où l'on garde de ces films

18. Before the commission may examine any film or device submitted to it for approval, the person presenting such film or device must produce a receipt showing that he has paid to the collector of provincial revenue for the district of Montreal, for each film or device as defined in the rules, a fee of five dollars in the case of a film exchange or a fee of twenty-five dollars in the case of any other person.

The provisions of sections 29, 30, 32, 33 and 34 of the Treasury Department Act, (Chap. 71) shall apply to the fees collected under this act. R. S. 1925, c. 174, a. 18.

Provisions applicables.

19. Every person making use of any film or device in the Province for exhibition purposes before the use thereof is permitted by the commission as aforesaid, or before authorization therefor is indicated thereon, or before the payment of the fee as aforesaid, every owner or lessee thereof, and every person aiding or assisting in such use thereof, shall be liable, in addition to the cost, to a fine, for each offence, of not less than five hundred dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for three months.

Using unapproved films.

Penalty.

Every film or device so used contrary to law shall be confiscated by any member of the provincial police or of a municipal police force, or by any person delegated by a municipal council or by the inspector, and shall be produced before the court.

Confiscation.

When sentence is pronounced condemning the offender, the judge shall maintain the confiscation, and the clerk of the court shall send the film or device so confiscated to the board in order that the latter may summarily destroy it if necessary. R. S. 1925, c. 174, s. 19; 18 Geo. V, c. 60, s. 4; 20 Geo. V, c. 75, s. 2; 22 Geo. V, c. 67, s. 2.

Destruction.

20. Any member of the board of censors, of the provincial police, or any member of a municipal police force designated by the chief of police, or any person delegated by a municipal council, or the inspector, may, at any time, enter any building or place where any such films or de-

Inspection.

ou appareils pour s'en servir, et peut les examiner afin de s'assurer si on y a inscrit les mots comme susdit, ou si lesdits films ou appareils n'ont pas été modifiés depuis l'examen par la commission d'une façon qui n'a pas été approuvée par la commission; et toute personne qui entrave un membre de la commission, ou un officier de police, ou le délégué du conseil, ou l'inspecteur, dans l'exécution de ce devoir, est passible de la pénalité édictée par l'article 4.

Peine.

Modification de films.

Toute personne qui, avec l'intention de s'en servir, modifie d'une façon qui n'a pas été approuvée par la commission, un film ou appareil déjà approuvé par la commission, ou qui enlève quelque partie de ce film ou appareil avant de l'avoir soumis à la commission, est passible, pour chaque infraction, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois. S. R. 1925, c. 174, a. 20; 22 Geo. V, c. 67, a. 3; 4 Geo. VI, c. 56, aa. 1 et 7.

Peine.

Poursuites.

21. Les dispositions de l'article 5 s'appliquent aux poursuites intentées en vertu de la présente section. S. R. 1925, c. 174, a. 21.

Règles de procédures.

22. La commission devra, dans les soixante jours qui suivront la nomination de ses membres, préparer des règles concernant sa procédure et l'époque de ses séances en autant qu'elles ne seront pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et les transmette au secrétaire de la province. Ces règles entreront en vigueur après avoir été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil et publiées dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1925, c. 174, a. 22.

Règlements.

23. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tous règlements non incompatibles avec la présente section et qu'il peut juger nécessaires à la mise à exécution de ladite section.

Droits.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de réduire, par règlement, les droits mentionnés dans les articles 16 et 18. S. R. 1925, c. 174, a. 23; 18 Geo. V, c. 60, a. 5.

vices are kept for use, and may examine the same in order to ascertain whether they have been stamped as aforesaid, or whether such films or devices have, after being examined by the commission, been altered, in a manner not approved by the commission, and any person hindering a member of the commission, a police officer, or the person delegated by the council, or the inspector, in the performance of such duty, shall be liable to the penalty prescribed by section 4.

Every person who, with the intention of using the same, alters in a manner not approved by the commission any film or device approved by the commission, or who removes any part of such film or device before submitting the same to the commission, shall be liable, in addition to the cost, to a fine of not less than five hundred dollars for each offence, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment for three months. R. S. 1925, c. 174, s. 20; 22 Geo. V, c. 67, s. 3.

Altering film.

Penalty.

21. The provisions of section 5 shall apply to prosecutions for penalties taken in virtue of this division. R. S. 1925, c. 174, s. 21.

Prosecutions.

22. The commission shall, within sixty days after the appointment of its members, prepare rules regulating its procedure and the times of its sittings insofar as not inconsistent with this act, and forward the same to the Provincial Secretary. Such rules shall come into force after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 174, s. 22.

Rules of procedure.

23. It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council to make such rules, not inconsistent with this division, as he may think necessary for carrying out the same.

Regulations.

It shall be lawful for the Lieutenant-Governor in Council, by regulation, to reduce the fees mentioned in sections 16 and 18. R. S. 1925, c. 174, s. 23; 18 Geo. V, c. 60, s. 5.

Fees.

Films non réclamés.

24. Tous films ou parties de films non réclamés dans les soixante jours de la date du dépôt qui en est fait entre les mains de la commission peuvent être détruits par cette dernière. S. R. 1925, c. 174, a. 24.

24. Every film or part of a film not Unclaim-claimed within sixty days of the date of ed films. the deposit thereof with the commission may be destroyed by the said commission. R. S. 1925, c. 174, s. 24.

SECTION III

DE LA CENSURE DES AFFICHES

Système de censure.

25. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir et d'organiser, sous le contrôle et la direction du Bureau de censure, un système de censure des affiches, panneaux-réclame ou autre mode servant à annoncer une représentation théâtrale ou des vues fixes ou animées ; d'adopter des règlements à cette fin ; de prescrire les honoraires pour l'examen d'iceux, par le Bureau de censure, et de nommer le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération. S. R. 1925, c. 174, a. 25; 18 Geo. V, c. 60, a. 6.

Règlements.

DIVISION III

CENSORSHIP OF POSTERS

25. The Lieutenant-Governor in Council may establish and organize, under the control and direction of the Board of Censors, a system of censorship of posters, signboards or other method of announcing a theatrical, a pictorial, or a moving picture performance; may adopt regulations for such purpose; may prescribe the fees payable for the examination of same by the said Board of Censors, and may appoint the necessary staff and provide for their remuneration. R. S. 1925, c. 174, s. 25; 18 Geo. V, c. 60, s. 6.

System of censorship.

Regulations.

Peines.

26. Toute personne qui contrevient aux dispositions des règlements édictés sous l'autorité de l'article 25 est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, en sus des frais, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

26. Every person who violates the provisions of the regulations adopted under section 25 shall be liable to a fine of not over fifty dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than one month, and, in the case of any subsequent offence, in addition to the case of any subsequent offence, in addition to the costs, to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars, and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not more than two months.

Penalties.

Honoraires triples.

Si une personne est poursuivie pour son défaut d'avoir acquitté les honoraires exigibles en vertu desdits règlements en sus des peines édictées ci-dessus, elle doit être condamnée à payer le triple des honoraires qu'elle était appelée à payer originairement, et, à défaut de payer le triple des honoraires, les frais et l'amende, elle est passible des emprisonnements mentionnés ci-dessus. S. R. 1925, c. 174, a. 26 ; 19 Geo. V, c. 58, a. 1.

In the event of a person being proceeded against for failure to pay the fees collectable under the said regulations, he shall, in addition to the above penalties, be condemned to pay treble the fees which he was originally called upon to pay, and, in default of paying such triple fees and the costs and fine, he shall be liable to imprisonment as above mentioned. R. S. 1925, c. 174, s. 26; 19 Geo. V, c. 58, s. 1.

Triple fees.

Société.

27. Dans le cas d'une compagnie, corporation, cercle, club ou autre société, le président, le gérant ou autre principal administrateur de telle association de personnes, est passible de l'emprisonnement

27. In the case of a company, corporation, partnership, society, club, or other association of persons, the president, the manager of other chief executive officer thereof shall be subject to the above im-

Company, etc.

ci-dessus déterminé, à défaut de paiement de l'amende et des frais encourus. S. R. 1925, c. 174, a. 27; 19 Geo. V, c. 58, a. 1.

prisonment in default of payment of the fine and costs. R. S. 1925, c. 174, s. 27; 19 Geo. V, c. 58, s. 1.

Disposi-
tions ap-
plicables.

28. Les dispositions de la Première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29), s'appliquent à la présente section. S. R. 1925, c. 174, a. 28; 19 Geo. V, a. 58, a. 1.

28. The provisions of Part I of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29), shall apply to this Division. R. S. 1925, c. 174, s. 28; 19 Geo. V, c. 58, s. 1.

Poursui-
tes.

29. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées par le Bureau de censure des vues animées avec l'autorisation du procureur général, et les sommes imposées au contrevenant et payées appartiennent à la couronne. S. R. 1925, c. 174, a. 29; 19 Geo. V, c. 58, a. 1.

29. Prosecutions under this Division shall be brought by the Board of Censors of Moving Pictures with the authorization of the Attorney-General, and the amounts imposed upon the offender and recovered shall belong to the Crown. R. S. 1925, c. 174, s. 29; 19 Geo. V, c. 58, s. 1.

Approba-
tion des
affiches.

30. A compter du 22 février 1929, toute personne voulant utiliser une affiche au sens des règlements édictés sous l'autorité de l'article 25, servant à annoncer des vues fixes ou animées, n'est tenue de la soumettre qu'à l'approbation du Bureau de censure des vues animées, nonobstant toute disposition similaire d'un règlement d'une cité, d'une ville ou d'une municipalité rurale. S. R. 1925, c. 174, a. 30; 19 Geo. V, c. 58, a. 1.

30. From and after the 22nd of February, 1929, every person who wishes to use a poster within the meaning of the regulations made under the authority of section 25, for advertising a pictorial or moving picture performance, shall only be bound to submit same for the approval of the Board of Censors of Moving Pictures, notwithstanding any similar provision of a by-law of any city, town or rural municipality. R. S. 1925, c. 174, s. 30; 19 Geo. V, c. 58, s. 1.

SECTION IV

DES ANNONCES DE VUES ANIMÉES DANS LES JOURNAUX

Annonces
dans les
journaux.

31. Aucune représentation de vues fixes ou animées ne peut faire l'objet, dans un journal, tel que défini dans la Loi de la Presse (Chap. 337), d'une annonce dans laquelle on se sert de vignettes, dessins ou gravures, à moins que ces vignettes, dessins ou gravures ne fassent partie d'une affiche ou d'un film préalablement approuvé par le bureau de censure des vues animées ou, si ces vignettes, dessins ou gravures n'en font pas partie, qu'ils aient été approuvés spécialement par ledit bureau de censure conformément à des règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Infraction.

Les dispositions des articles 26, 27, 28 et 29 de la présente loi s'appliquent dans les cas d'infraction au présent article. S. R. 1925, c. 174, a. 30a; 20 Geo. V, c. 76, a. 1.

DIVISION IV

MOVING PICTURE ADVERTISEMENTS IN THE NEWSPAPERS

31. No pictorial or moving picture performance shall be the subject of an advertisement in a newspaper, as defined in the Press Act (chap. 337), in which advertisement a cut, drawing or engraving is used, unless such cut, drawing or engraving be part of a poster or of a film previously approved by the Board of Censors of Moving Pictures, or, if such cut, drawing or engraving is not part thereof, unless it has been specially approved by the said Board of Censors in accordance with regulations enacted by the Lieutenant-Governor in Council.

The provisions of sections 26, 27, 28 and 29 of this act shall apply in the case of infringement of this section. R. S. 1925, c. 174, s. 30a; 20 Geo. V, c. 76, s. 1.

SECTION V

DIVISION V

DES DÉPENS

COSTS

<p>Tarif des honoraires.</p>	<p>32. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, modifier, remplacer et abroger le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, inspecteurs et officiers de la commission, dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 174, a. 30<i>b</i>; 22 Geo. V, c. 67, a. 4.</p>	<p>32. The Lieutenant-Governor in Council may establish, amend, replace and repeal the tariff of fees which may be granted to the clerks, bailiffs, peace officers, constables, advocates, inspectors and officers of the commission, in any suit or action brought under this act. R. S. 1925, c. 174, s. 30<i>b</i>; 22 Geo. V, c. 67, s. 4.</p>	<p>Tariff of fees.</p>
------------------------------	--	---	------------------------

SECTION VI

DIVISION VI

DE LA MISE A EXÉCUTION DE LA LOI

ENFORCEMENT OF ACT

<p>Exécution.</p>	<p>33. La mise à exécution de la présente loi et le contrôle des opérations faites en vertu de ses dispositions sont confiés au procureur général. S. R. 1925, c. 174, a. 31; 18 Geo. V, c. 60, a. 7; 19 Geo. V, c. 58, a. 2.</p>	<p>33. The enforcement of this act, and the control of the operations carried on thereunder, shall be under the charge of the Attorney-General. R. S. 1925, c. 174, s. 31; 18 Geo. V, c. 60, s. 7; 19 Geo. V, c. 58, s. 2.</p>	<p>Enforcement of act.</p>
-------------------	--	---	----------------------------